

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

N° DDT31-CCAP-2026-01

Application du CCAG FSC approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié par arrêté du 30 septembre 2021

L'acheteur

ÉTAT - Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations
internationales sur le climat et la nature
Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne

Représentant de l'acheteur

M. le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Garonne par intérim et
par délégation de M.le Préfet du département de la Haute-Garonne donnée par arrêté
préfectoral du 27/02/2026

Objet du marché

Entretien et enlèvement d'embâcles sur les cours d'eau du domaine public fluvial de
la Haute-Garonne

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **31 mai 2026 à 16 heures** (heure locale de
l'adresse du représentant de l'acheteur)

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>5</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>5</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>6</u>
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données caractère personnel.....	<u>6</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>7</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>7</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>10</u>
1-10. Clause de réexamen du marché public.....	<u>10</u>
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	<u>10</u>
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...	<u>11</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>11</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>11</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>12</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>13</u>
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	<u>14</u>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>14</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>14</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>14</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>15</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	<u>15</u>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>15</u>

5-2. Avances.....	<u>16</u>
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	<u>16</u>
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHE.....	<u>16</u>
7-1. Période de préparation.....	<u>16</u>
7-2. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	<u>16</u>
7-3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	<u>16</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>18</u>
7-5. Formation.....	<u>18</u>
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>18</u>
8-1. Admission.....	<u>18</u>
8-2. Achèvement de la mission.....	<u>19</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>19</u>
ARTICLE 9. RÉCEPTIONS DES PRESTATIONS.....	<u>20</u>
9-1. Réception des prestations.....	<u>20</u>
9-2. Réceptions partielles.....	<u>20</u>
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	<u>20</u>
ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES.....	<u>20</u>
ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	<u>21</u>
ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>21</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, il est fait référence au CCAG Fournitures Courantes et Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié par arrêté du 30 septembre 2021.

Dans tout ce document, le Code de la Commande Publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'entretien et l'enlèvement d'embâcles sur le Domaine Public Fluvial (D.P.F.) de la Haute-Garonne.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : La Garonne, l'Ariège, le Tarn, le Salat.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

L'accord-cadre comporte un montant maximum de 143000€ HT.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le CCTP.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, le chef de Service Eau, Environnement et Forêt (SEEF) ou son représentant sont habilités à représenter l'acheteur auprès du titulaire pour assumer les fonctions visées ci-dessous :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

1-2.2. Notifications des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de

celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant de l'acheteur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant de l'acheteur.

c) Les échanges dématérialisés sont autorisés. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant de l'acheteur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

L'exemplaire unique sera exclusivement délivré sur support papier.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision de l'acheteur pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

L'adjoint au chef du pôle Forêt, Chasse et Milieux Naturels ou M.le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Garonne par intérim.

Les commandes seront adressées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h

au vendredi 18 h par courrier électronique. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 24 heures par renvoi par courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du présent marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État : : 11 000 201 100 044 ;
- Le numéro d'EJ ;
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200031 ;
- La désignation et la catégorie des prestations ;
- Le délai d'exécution et son point de départ ;
- La nature des prestations à exécuter ;
- La quantité commandée par catégorie et suivant les prix unitaires et/ou forfaitaires du marché ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les dispositions particulières d'exécution ou les consignes éventuelles à prendre en compte ;
- Les documents à remettre en fin d'exécution par le titulaire.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de services n'est pas allotie.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le représentant de l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.6 du CCAP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données

personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou

domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses

sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.1 et suivants du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

En outre, dans les conditions de l'article R.2393-27 du CCP, le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans le cadre d'un marché où l'exemplaire unique a été délivré au titulaire, ce dernier aura obligation de le restituer au moment de l'agrément du sous-traitant, afin d'être modifié, faute de quoi, l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ne pourra légalement intervenir.

L'exemplaire unique sera toujours délivré au format papier.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n°16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la préservation des espèces faunistiques et floristiques, de la ripisylve, des berges et des milieux aquatiques, les précautions vis-à-vis des espèces invasives, la réduction des nuisances et la gestion des déchets.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1-10. Clause de réexamen du marché public

Les clauses de réexamen du marché public sont les suivantes :

Lorsque des services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial.

Tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

L'exemplaire original des pièces du marché détenu aux archives du représentant de l'acheteur fait seule foi en cas de constatation.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Bordereau des Prix (BP) ;
- Les bons de commandes émis au titre de l'exécution du marché ;

B - Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A)
- L'ensemble des normes et documents spécifiés dans les pièces du marché.

C - Engagements unilatéraux du titulaire

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents explicatifs destinés au jugement de l'offre qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés tenir compte des sujétions énoncées dans bordereau des prix ainsi que les prescriptions suivantes :

- prise en compte des sujétions liées aux dispositions prévues pour les mesures relatives à la sécurité et la protection de la santé (SPS) ;
- prise en compte des dépenses liées au SOPRE ;
- prise en compte de toutes les dispositions et matériels nécessaires à l'installation du chantier pour chaque bon de commande ;
- prise en compte des sujétions d'exécutions particulières suivantes :
 - maintien des accès et clôtures des propriétés riveraines ;
 - dispositions environnementales : protection des cours d'eau, des écoulements naturels, de l'environnement d'une manière générale.
- tout prix nouveau sera rendu définitif par avenant : par dérogation à l'article 23 du CCAG, tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant ou décision de poursuivre y compris ceux déjà rendus définitifs dès lors qu'ils n'ont pas fait l'objet d'observations de la part du titulaire dans un délai de 30 jours suivants l'ordre de service qui lui a été notifié.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

La liquidation du marché est assurée par chaque acheteur, de manière disjointe, en fonction de l'émission des bons de commandes.

Les prestations seront réglées sur présentation d'une facture à l'avancement de celles-ci.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro de SIRET de l'Etat : : 11 000 201 100 044 ;
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200031 ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- L'adresse de l'acheteur correspondant au bon de commande.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.5. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix ne sont pas révisables.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Tous les sous-traitants doivent être agréés quel que soit leur rang.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Les pénalités sont cumulables.

Les pénalités seront appliquées par pré compte sur les états d'acompte. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Les pénalités par jour de retard sont calculées par jour de retard calendaire.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation aux articles 14-1 et 14-2 du CCAG en cas de non-respect des délais fixés par le bon de commande, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour absence à une réunion

En cas d'absence à une réunion où il aurait été préalablement convié par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **100 € HT**.

4-3.2. Pénalité pour non respect du code du travail

En cas de non-respect des mesures d'ordre sociales relatives à l'application de la réglementation du travail (art 1-8.1 du présent CCAP) et celles applicables en cas d'intervenants étrangers (art 1-8.2 du présent CCAP), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **100 € HT** par jour calendaire de retard dans la fourniture des pièces visées. Toutefois le montant cumulé de ces pénalités ne pourra dépasser au plus 10% du montant du/des bon(s) de commande(s) et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité par jour calendaire de **100 € HT** pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% du bon de commande et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application de l'article L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail. La pénalité s'applique dans un délai de 2 mois à compter d'une mise en demeure de régularisation restée sans effet.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise de la prestation.

4-3.3. Pénalité pour défaut d'assurance

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, suivant les prescriptions de l'article 1-8.3 ci-avant, le titulaire encourt une pénalité journalière de 300 € HT par jour calendaire de retard après mise en demeure restée infructueuse.

4-3.4. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.5 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5 000 €.

4-3.6 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

4-3.7 Pénalités pour non respect des chemins tracés

Si un engin de chantier utilise des voiries autres que celles définies avec l'accord de l'acheteur pour accéder à la zone de prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **500 €HT** par infraction constatée.

4-3.8 Pénalités pour signalisation insuffisante

En cas de signalisation insuffisante rendant dangereuse la circulation publique, le dispositif sera complété par les soins de l'administration aux frais et risques du titulaire.

4-3.9 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3.10 Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 7-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Dans le cadre des prestations objet du présent marché, l'acheteur peut exiger du titulaire une intervention dans des délais contraints, pour des motifs liés notamment à la sécurité, à la continuité du service ou à la préservation du milieu.

Dans ce cas, et uniquement lorsque cette exigence est expressément mentionnée dans le bon de commande, une majoration est appliquée aux prix n°1 à n°2 du bordereau des prix unitaires, dans les conditions suivantes :

- une majoration de vingt pour cent (20%) lorsque le délai d'intervention imposé est strictement inférieur à douze (12) heures à compter de la réception du bon de commande ;
- une majoration de dix pour cent (10%) lorsque le délai d'intervention imposé est compris entre douze (12) et quarante-huit (48) heures à compter de la réception du bon de

commande.

Le point de départ du délai d'intervention est fixé à la date et à l'heure de réception, par tout moyen permettant d'en attester, de la demande d'intervention transmise par l'acheteur.

Ces majorations ne sont applicables que si le titulaire respecte effectivement le délai d'intervention imposé. A défaut, les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires initiaux, sans préjudice de l'application éventuelles de pénalités prévues au marché.

Les majorations prévues au présent article ne se cumulent pas avec toute autre majoration ou indemnité de même nature prévue au marché.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Le titulaire doit établir et présenter au visa de l'acheteur le SOPRE, dans le délai de 20 jours à compter de la notification du bon de commande.

7-2. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par l'acheteur et ce dans les délais prévus par celui-ci.

7-3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

7-3.1. Installation des chantiers du titulaire

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Pour l'application de la réglementation concernant la navigation et le stationnement des engins flottants sur les plans d'eau intéressés par le chantier, le service compétent auquel le titulaire doit s'adresser est :

la Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne
Cité administrative
Service Risque et gestion de crise
1 place Emile Blouin
31952 Toulouse cedex 9

7-3.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les emplacements suivants sont mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt des déblais en excédent :

- Lieux de dépôt définitif : sur indication ultérieure de l'acheteur.

Ils sont exploités et aménagés conformément aux stipulations correspondantes du CCTP et doivent être utilisés en priorité par le titulaire.

- Lieux de dépôt provisoire : sur indication ultérieure de l'acheteur.

7-3.3. Sécurité et hygiène des chantiers

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-3.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG sont applicables.

7-3.5. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

7-3.6. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

7-3.7. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

7-3.8. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

7-3.9. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-4. Conditions d'intervention

7-4.1. Période

Les interventions s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « période d'intervention » :
de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi en excluant les jours fériés chômés.

7-4.2. Délai d'intervention

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie ci-dessus. Ces délais d'intervention commencent à partir de l'accusé de réception du bon de commande.

7-4.3. Durée d'intervention

La durée d'intervention est définie comme suit : selon les prescriptions portées sur le bon de commande.

7-5. Formation

Sans objet.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

8-1.1. Délais d'admission des prestations

Sur demande du titulaire, une admission de chaque bon de commande peut être prononcée par l'acheteur, conformément à l'article 30 du CCAG, à l'issue des opérations de vérification des prestations réalisées.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai suivant : **3 mois**.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur des documents constituant le rendu final du bon de commande.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.2. Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 46 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.3. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 30.2.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.4. Rejet

Suite à une décision de rejet, l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève :

– lorsque l'acheteur décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la prestation pourra faire l'objet d'une décision établie par l'acheteur, sur demande du titulaire, dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie particulière.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉCEPTIONS DES PRESTATIONS

9-1. Réception des prestations

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Dans le cas où l'acheteur n'a pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un

marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES

Sans objet.

ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-2.3c	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-2.1	déroge à l'article	31 du CCAG
CCAP 8-2.2	déroge à l'article	32.3 du CCAG
CCAP 8-2.3	déroge à l'article	32.2.1 du CCAG
CCAP 8-4.1	déroge à l'article	33.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

b) CCTG

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes